



Secrétariat Uniterre
Av. du Grammont 9
1007 Lausanne
Tél : 021 601 74 67
Fax : 021 617 51 75
info@uniterre.ch
www.uniterre.ch

Aux médias

Lausanne, le 17 avril 2015

Communiqué de presse

17 avril – Journée internationale des luttes paysannes /Journée nationale de récolte de signatures pour l’initiative « souveraineté alimentaire »

Madame, Monsieur,

Le 17 avril, journée internationale des luttes paysannes sera également une journée nationale de récolte de signatures pour l’initiative « Pour la souveraineté alimentaire ». En 2015, le thème de mobilisation proposé par la Via Campesina est la lutte contre les multinationales et contre les accords de libre-échange comme TTIP-TAFTA.

Dans les marchés dérégulés, l’industrie et la grande distribution prennent le contrôle de nos assiettes et nous perdons la maîtrise sur notre alimentation. La pression économique croissante sur les produits de l’agriculture ruine l’agriculture paysanne et implique l’emploi de méthodes de production agro-industrielles. Dans les campagnes la situation est grave : toutes les filières agricoles sont sous pression !

Tant dans le marché laitier que dans la filière céréalière les prix à la production frôlent les 50cts/kg. De tels prix ne permettent pas de couvrir les frais de production et mettent en péril notre agriculture. Aujourd’hui, chaque jour, 4 fermes et 8 postes de travail disparaissent en Suisse et les structures locales de transformation sont abandonnées. 80% de nos aliments passent désormais par les canaux industriels.

Notre société en subit les conséquences : dégradation des conditions de travail, coûts sanitaires liés à la malbouffe, destruction de l’agriculture paysanne, gaspillage des ressources et perte de la biodiversité, pollutions des eaux et des sols, industrialisation de l’élevage et des systèmes alimentaires.

Nous sommes toutes et tous concernées, paysannes, paysans, consommatrices et consommateurs, parce qu’il s’agit de produire ce que nous mangeons en respectant la terre, et que se nourrir est un besoin vital, de même que nous habitons toutes et tous sur la même planète et désirons la préserver pour les générations futures.

Le principe de la souveraineté alimentaire exprime la volonté citoyenne de considérer la nourriture autrement qu’une simple marchandise, mais comme une culture à laquelle nous voulons adhérer et que nous tenons de défendre. La démocratie alimentaire doit être ascendante, c’est à dire partir des villages, des

régions, des villes et des municipalités. La sécurité alimentaire doit se construire à l'échelle locale, autour du renforcement des capacités des petits agriculteurs et la priorité doit être de promouvoir les circuits courts.

Les alternatives existent : L'agriculture paysanne maintient le lien entre producteurs et consommateurs, nos terroirs et notre alimentation. Ce choix d'une agriculture paysanne refroidit le climat et s'inscrit dans la lutte contre le changement climatique. L'initiative pour la souveraineté alimentaire offre une perspective d'avenir : **agriculture paysanne durable, priorité au marché local, gestion des quantités et prix équitables.**

C'est pourquoi nous vous invitons à :

- acheter sur les marchés, dans les fermes ou adhérer à une des nombreux projets d'agricultures contractuelles de proximité.
- participer activement dans le mouvement pour la souveraineté alimentaire .
- Soutenir l'initiative pour la souveraineté alimentaire

Nous exigeons

- Des contrats entre les producteurs et les acheteurs
- Le droit réel des producteurs à ne pas produire des quantités excédentaires
- La participation des producteurs à la régulation des quantités
- Des prix équitables

Contacts presse :

Rudi Berli, Président Section Genève Uniterre : 078 707 78 83

Valentina Hemmeler Maïga (secrétaire syndicale Uniterre) :079 672 14 07

Pierre-André Tombez (Uniterre, Président du comité d'initiative):079 634 54 87

Journée internationale des luttes paysannes

Cette journée internationale des luttes paysannes a été instaurée par La Via Campesina. Le 17 avril 1996 à Eldorado dos Carajás, dans l'Etat amazonien du Pará au Brésil, la police militaire a massacré des paysans et paysannes membres du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST), tuant 19 personnes. Ce jour là, 1'500 hommes et femmes membres du MST ont occupé et bloqué une autoroute pour exiger du gouvernement des états et de l'Etat fédéral brésilien, la mise en œuvre d'une réforme agraire. 155 policiers militaires de l'état du Pará ont encerclé les membres du MST, utilisant du gaz lacrymogène et tirant à balles réelles avec des mitrailleuses. En plus des 19 membres du MST tués au cours de ce massacre, trois personnes sont décédées des suites de leurs blessures, et 69 autres blessées. Les autorités de cet état – la police, l'armée et de puissants propriétaires terriens – étaient impliqués dans la préparation et l'exécution de ce massacre. Près de 20 ans plus tard, aucun des responsables de ce massacre à Eldorado dos Carajás n'a été emprisonné ou puni.

Plus de renseignements : www.uniterre.ch et www.viacampesina.org

Pour l'initiative sur la souveraineté alimentaire:

<http://www.souverainete-alimentaire.ch>